id.

inspirons *demain.*

Vers la transition *énergétique*

01

inspirons *demain.*
le magazine des transitions
de l'Université de Lille

Université de Lille

inspirons demain.
le magazine des transitions
de l'Université de Lille

Éditeur :
Université de Lille,
42 rue Paul Duez – 59000 Lille
www.univ-lille.fr

Directeur de la publication :
Régis Bordet
Directrice de la rédaction :
Géraldine Benjamin
Rédacteur en chef :
Nicolas Constans
Journaliste-rédactrice :
Élodie Legrand

Conception graphique
et mise en page :
Jérémy Evrard
Photographies :
Alexandre Caffiaux / Université de Lille
sauf mention contraire.
Couverture © Adobe stock

Ont collaboré à ce numéro :
Alan Van Brackel et Élise Meslier

Imprimeur :
L'Artésienne,
ZI de l'Alouette BP99 – 62802 Liévin

Dépôt légal : ISSN en cours
Date de parution : janvier 2023
Nombre d'exemplaires : 3 500 exemplaires

Contact :
communication@univ-lille.fr

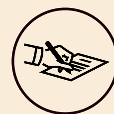












Le chiffre-clé :

54%

des Français se disent préoccupés par le sujet de la transition énergétique.



édito

Régis Bordet,
Président
de l'Université de Lille

Il était logique, qu'après les changements statutaires et d'identité visuelle de l'université, son magazine fasse peau neuve. C'est chose faite, avec ce premier numéro. Mais au-delà des changements graphiques ou esthétiques, c'est avant tout une évolution de la ligne éditoriale en phase avec le rôle que joue désormais l'Université de Lille.

Face à un monde en profonde mutation, dont la complexité provoque anxiété, défiance vis-à-vis de la science, appauvrissement de la réflexion intellectuelle, l'université se doit de réaffirmer sa place dans le débat public. L'Université de Lille grâce à la richesse de sa recherche, à l'énergie de son public étudiant, au dynamisme de ses relations partenariales et internationales, a vocation à inspirer le futur.

C'est le sens du titre de notre nouveau magazine. Oui, nous voulons inspirer demain, en partant des défis que doit relever notre territoire, mais en portant un message universel, qui puisse apporter prise de recul et solutions face aux enjeux des transitions que nous traversons. S'il y a des transitions, c'est bien qu'il y a un après, que nous devons contribuer à éclairer et à construire.

Nous avons choisi, dès ce premier numéro, de réfléchir à la question de la transition énergétique, qui nous impacte, tant dans sa dimension sociale, que dans notre quotidien de formation et de recherche. Innovation technologique, changements comportementaux, organisations repensées, autant d'analyses que de solutions sur lesquelles l'université travaille depuis des années, ayant anticipé, ce qui, aujourd'hui, nous saute au visage.

Nous espérons que ce magazine sera un rendez-vous attendu, car vous faisant découvrir toutes les facettes par lesquelles l'Université de Lille va pouvoir vous inspirer dans vos réflexions sur le monde d'aujourd'hui et dans les actions que vous souhaiterez entreprendre pour contribuer à ce qu'il devienne meilleur, en espérant que nous le ferons ensemble ! ■



© J.C. Moschetti

Marie Lavandier

« Université et musée : un ADN commun »

Alors que le Louvre-Lens vient de fêter ses 10 ans, Marie Lavandier, sa directrice, revient sur les liens qu'entretient le musée avec le milieu académique et l'Université de Lille en particulier, intimement liés par leur territoire, leurs missions, mais également leurs ambitions.

En quoi le musée et l'université sont-ils liés?
Nous sommes tous deux des lieux de formation de l'esprit et de compréhension du monde. Le Louvre-Lens, par ses missions de recherche, d'éducation et de diffusion, tisse naturellement des liens particuliers avec le milieu académique, et notamment universitaire. Les deux structures se nourrissent l'une et l'autre, et les champs de collaboration sont extrêmement variés, des projets de recherche aux expositions, en passant par les formations. Le Louvre-Lens faisant partie des musées de référence, ses professionnels sont régulièrement amenés à donner des cours à l'université en histoire de l'art, en médiation, en archéologie, en muséologie ou dans le master Management des institutions culturelles de Sciences Po Lille.

Le Louvre-Lens accueille-t-il des étudiants?
Oui, tout au long de l'année, car l'éducation culturelle des jeunes et des étudiants est une de nos priorités. Nous avons voulu que le Louvre-Lens soit pour eux un véritable lieu d'épanouissement et d'émancipation. La médiathèque, où les étudiants peuvent travailler au calme, dispose d'un fonds de plus 6 000 ouvrages, essentiellement dédiés à l'histoire de l'art et à l'archéologie. Dans le cadre de l'opération annuelle « Week-end étudiants Louvre-Lens » (Well) au mois de mars, le musée ouvre ses portes à des étudiants aux profils très divers (arts, arts plastiques, médiation, danse, etc.) et devient à la fois leur objet d'étude et leur scène. Une occasion unique pour eux de se confronter à la réalité du terrain autour d'un cas pratique et dans un cadre très professionnalisant. Les services du musée accueillent également de nombreux étudiants en stage ou en apprentissage.


©Louvre-Lens / F. Iovino

« Nous avons voulu que le *Louvre-Lens* soit un véritable lieu *d'épanouissement* et *d'émancipation* pour les étudiants. »

Quelles sont les collaborations en recherche ?
Elles sont multiples et protéiformes. Le Louvre-Lens recrute nombre de docteurs en tant qu'experts et les universitaires participent régulièrement à la conception des expositions. Cela a été le cas récemment de l'égyptologue Didier Devauchelle du laboratoire Histoire, archéologie et littérature des mondes anciens (Halma), commissaire associé de l'exposition *Champollion. La voie des hiéroglyphes.* Celle intitulée *Rome, la cité et l'empire*, a ainsi vu la réalisation d'une salle entière et de plusieurs cartes par une équipe d'Halma.

En dehors des œuvres exposées, les visiteurs du musée eux-mêmes font également l'objet d'études. Comme celle de Mathias Blanc de l'institut de recherches historiques du Septentrion (Irhis) qui interroge le premier regard qu'ils posent sur les œuvres exposées, ou bien celle de Melvin Grefils, doctorant au *Lille University Management*, qui questionne le public local du Louvre-Lens et son rapport à l'offre muséale sur un territoire défavorisé et réputé peu enclin à la culture.

À l'avenir, nous aimerions aussi collaborer avec des spécialistes des sciences de l'éducation et de la pédagogie pour évaluer en profondeur une autre de nos missions, celle d'être un lieu d'éducation et de démocratie culturelle : nous accueillons en effet près de 100 000 élèves par an, soit 2 classes toutes les 15 minutes en moyenne.

Pourquoi le musée s'implique-t-il dans les instances universitaires?
Nous partageons des enjeux d'échelles similaires, avec un ancrage territorial fort, mais également des ambitions qui dépassent les frontières. C'est pourquoi le Louvre-Lens est représenté dans plusieurs instances académiques de l'Université de Lille. Je siège moi-même au conseil d'administration de Sciences Po Lille depuis plus de deux ans. Nous avons également un siège dans celui de la nouvelle université. Comme deux images en miroir, l'Université de Lille et le Louvre-Lens ont une histoire différente, mais un ADN et une image qui se rejoignent.



Vers la transition *énergétique*

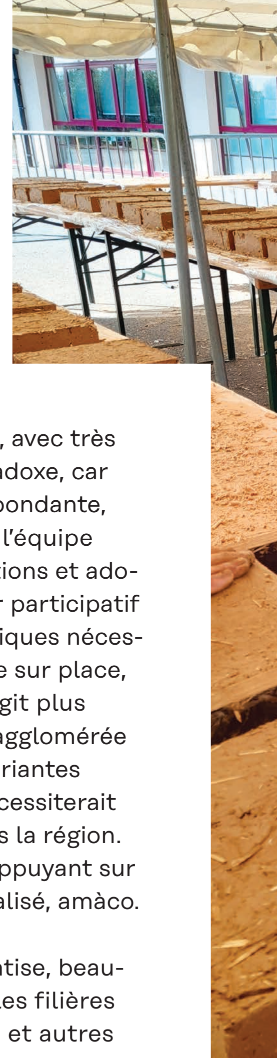
©AdobeStock

Sociétés, collectivités, entreprises, individus… Les transitions d'aujourd'hui n'épargnent personne. C'est pourquoi les regards croisés du monde universitaire sont précieux pour mieux les accompagner.

La transition vers la mobilité électrique, par exemple, semble inéluctable au regard de la fin programmée des véhicules thermiques à partir de 2035. C'est ce qu'explorent des équipes de l'université, documentant ce passage du monde des stations-service, à celui, déjà largement établi des bornes de recharge électrique. Une évolution majeure qui porte en elle d'importants enjeux technologiques, suscite de nombreux débats et annonce un renouvellement profond des comportements de mobilité.

Ailleurs, ce sont aussi, dans la construction, des techniques anciennes qui reviennent au goût du jour, comme la terre crue et le bois, parce qu'elles ne manquent pas d'atouts face aux défis écologiques considérables qui attendent le secteur du bâtiment.

Tout cela requiert de former des professionnels aguerris à ces transformations dans de nombreux secteurs, une tâche prise en main dans les différentes écoles et facultés de l'université.



Construire en terre crue, une alternative crédible

↘ Très polluant et avec une empreinte carbone considérable, le secteur du BTP se cherche des nouveaux modèles. Et pourquoi pas la terre crue, utilisée dans plusieurs expériences nordistes?

Pays de la terre cuite, la brique, les Hauts-de-France pourraient-ils devenir celui de la terre crue? Abondante, réutilisable à l'infini, avec de bonnes qualités thermiques, son utilisation comme matériau de construction a été récemment mise en lumière par le prix Pritzker, la plus prestigieuse distinction internationale d'architecture, accordée à l'architecte burkinabé Diébédo Francis Kéré.

C'est en tout cas le pari de l'architecte Amélie Fontaine, enseignante-chercheuse à l'École nationale supérieure d'architecture de Lille (ENSAPL). Son agence, implantée dans l'Avesnois, a l'habitude de construire des bâtiments en bois, avec une isolation en paille, n'utilisant le béton que pour les fondations. Lauréate de la construction d'une école à Gommegnies, elle a récemment convaincu le maire que des cloisons intérieures en terre crue pouvaient apporter un confort supplémentaire l'été. « *Les simulations nous ont montré qu'on pouvait refroidir l'intérieur de 2°C pendant les périodes les plus chaudes* » a expliqué Amélie Fontaine lors d'une table-ronde[1] à Lille en octobre.

[1] 15 octobre 2022. Replay disponible sur : www.lille.archi.fr/2022/09/10/tables-rondes-waao-ensapl

Par son caractère encore largement inédit, la terre crue suscite parfois des inquiétudes. « *Des enseignants nous disaient : mais comment fixer au mur les dessins des enfants? On leur a montré qu'on pouvait parfaitement intégrer à la cloison des tasseaux de bois pour les accrocher. Et les enduits abîmés sont faciles à restaurer avec une éponge humide* » rapporte Amélie Fontaine. Quant aux normes sismiques, elles ont imposé des murs simplement un petit peu moins hauts que leurs équivalents en béton.

Aujourd'hui, utiliser des matériaux biosourcés reste cependant toujours plus cher que le béton. « *C'est une contrainte qu'a accepté la municipalité* indique Amélie Fontaine, *nous leur avons montré qu'on pouvait réduire les surfaces du projet par une plus grande polyvalence – des dortoirs qui ne servent qu'une à deux heures par jour pendant la sieste peuvent avoir d'autres fonctions à d'autres moments de la journée.* »

La filière terre crue n'existe pas encore, avec très peu de fournisseurs en France. Un paradoxe, car dans l'Avesnois, la ressource est très abondante, sous les pieds de tous. C'est pourquoi l'équipe décide de fédérer particuliers, associations et adolescents en vacances lors d'un chantier participatif à l'été 2022, pour produire les 3 500 briques nécessaires à l'école, à partir de terre extraite sur place, notamment lors des excavations. Il s'agit plus précisément d'adobe (de la terre crue agglomérée avec de la paille) plutôt que d'autres variantes comme la « terre compressée », qui nécessiterait des carrières de sable inexistantes dans la région. Une solution technique élaborée en s'appuyant sur les analyses d'un bureau d'étude spécialisé, amàco.

Mais pour que la terre crue se démocratise, beaucoup espèrent l'émergence de véritables filières industrielles de production de briques et autres produits en terre crue prêts à l'emploi, comme c'est largement le cas en Allemagne. Touchées de plein fouet par la hausse du prix du gaz, et dotées d'un savoir-faire précieux, les briqueteries pourraient être un important vecteur de mécanisation de la filière en terre crue. C'est déjà le cas par exemple de la briqueterie Dewulf, dans la Somme, qui propose des briques en terre crue. « *Les bailleurs sociaux sont très en demande de solutions pour répondre aux fortes injonctions de sobriété énergétique* » a expliqué Martin Fessard, doctorant aux laboratoires Architecture, conception, territoire, histoire, matérialité (LACTH) et Génie civil et géo-environnement (LGCGE). Il s'intéresse, dans sa thèse, aux vastes actions de rénovation entreprises par ces organismes dans le bassin minier, et au rôle que pourraient jouer des enduits en terre crue notamment, par leur abondance locale et leurs bonnes qualités thermiques, pour diminuer l'empreinte carbone de ces opérations tout en assurant un confort suffisant. Une autre approche à explorer, à l'heure où les objectifs de rénovation thermique de l'habitat en France, avec leurs normes de performance drastiques, peinent à se concrétiser. ■



Fabrication de briques
lors d'un atelier à Gommegnies.
Ici, l'étape du remplissage
et du tassage par un jeune bénévole.
©Amélie Fontaine

« La filière terre crue n'existe pas encore, *avec très peu de fournisseurs en France*. Un paradoxe, car dans l'Avesnois, *la ressource est très abondante*, sous les pieds de tous. »

Comment émerge la mobilité électrique

↘ Maillage du territoire en bornes de recharges, changement des comportements : un projet de l'université examine la diffusion dans la région des véhicules électriques.

21 %. C'est la part des véhicules électriques et hybrides rechargeables dans les immatriculations en France en septembre 2022[1]. « *C'est considérable* » souligne Élodie Castex, professeure à la faculté des sciences économiques, sociales et des territoires de l'Université de Lille. La mobilité électrique est en marche, mais à quel prix et dans quelles conditions ? Chercheuse au laboratoire Territoires, villes, environnement & société (TVES[2]), Élodie Castex suit depuis 2015, dans le cadre du projet Cumin[3], l'émergence puis le déploiement des infrastructures électriques dans les Hauts-de-France, qui a connu une accélération nette ces dernières années. De 1 104 en 2018, le nombre d'infrastructures de recharge est passé à 1 919 en 2022, selon la base de données de l'équipe[4] « *Nous voyons des centres commerciaux, des restaurants s'équiper, mais aussi des entreprises pour leurs salariés.* » indique-t-elle.

1 Baromètre de l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique (Avere)

2 (Univ. Lille/Ulco)

3 Campus of University with Mobility based on Innovation and carbon Neutral (coord. L2EP).

4 Bases de données constituées lors des projets Mouve 2018 et Erica 2022.

le chiffre-clé :

21 % des véhicules en circulation en France actuellement sont électriques ou hybrides.

Cette multiplication de bornes de recharge, alors que le maillage régional est déjà élevé, pourrait ralentir à l'avenir. « *Aujourd'hui, il y a une forte demande de points de recharge, mais elle résulte en partie du besoin de rassurer les automobilistes en cas d'imprévu.* » Or le comportement de ces derniers évolue après le premier achat d'un véhicule électrique. En à peine quelques mois en général, ils ont tendance à « *rationaliser leurs déplacements* ». Si le ménage dispose d'une voiture thermique et d'une autre électrique comme c'est fréquemment le cas, ils prennent plutôt la première pour les longues distances, ou encore sélectionnent soigneusement où se fera leur recharge avec la seconde (grâce à une application). Ou prennent tout simplement le train si c'est plus efficace. De manière générale, ils adoptent une conduite plus souple, prudente, plus économe en énergie.

À terme, la voiture électrique va-t-elle rapidement se généraliser ? L'Union européenne a en effet annoncé l'interdiction à la vente des véhicules thermiques neufs en 2035. « *D'un côté, il y a un effet d'annonce,* commente Élodie Castex. *Nous savons que les objectifs des lois sont rarement atteints à 100 %. De l'autre, ces mesures sont incontestablement des grandes impulsions qui favorisent les transitions.* » La chercheuse estime que ces dernières ne se borneront vraisemblablement pas au simple remplacement du thermique par l'électrique, mais plus généralement à un report vers l'autopartage, les transports publics, la marche ou le vélo. « *Si on regarde le temps long, des plans vélos sont mis en place par de nombreuses collectivités, et le nombre de kilomètres de bandes et pistes cyclables augmente de plusieurs milliers chaque année,* rappelle-t-elle. *Le temps de l'aménagement est plus long que celui du politique, bien sûr, mais d'ici quatre ou cinq ans, on devrait par exemple, voir les fruits de la loi d'orientation des mobilités publiée fin 2019.* »

« À terme, la voiture électrique *va-t-elle rapidement se généraliser ?* L'Union européenne a en effet annoncé *l'interdiction à la vente* des véhicules thermiques neufs en 2035. »

[5] Énergies renouvelables pour infrastructures de charge de véhicules électriques : acceptabilité, perception, défis, gouvernance (projet I-site Ulne).

Dans le cadre d'un projet, Erica[5], Élodie Castex se penche sur l'acceptabilité ou non de ces transitions par la société. Du point de vue politique, la mobilité électrique suscite de nombreuses polémiques : elle est vue comme la fuite en avant d'un système automobile tout-puissant, elle suscite des réticences notamment sur la provenance et la durabilité des ressources naturelles nécessaires aux batteries (cobalt, lithium, nickel…), ou encore du recyclage de ces dernières – un point probablement en voie de résolution au regard de la valeur marchande déjà élevée des batteries usagées.

En France, l'origine nucléaire de l'électricité fait également débat. Le projet Erica examine l'émergence d'alternatives, encore très modestes, mais qui progressent en Hauts-de-France. « *Il y a quatre ans, la totalité des bornes de recharge étaient branchées sur le réseau électrique national,* précise-t-elle. *Mais aujourd'hui, 2 % sont alimentées par de l'énergie produite localement, principalement par des panneaux solaires.* ». D'autres sources locales pourraient s'y ajouter, comme les énergies « fatales », c'est-à-dire perdues si on ne les utilise pas au moment de leur production, comme celle dissipée par le freinage du métro lillois – qu'un projet récent travaille à récupérer. ■



Présentation du véhicule à hydrogène d'essais au président Régis Bordet, lors de la visite de la plateforme Électricité et véhicules (EV) du laboratoire L2EP.

le chiffre-clé :

25 %

de gagné sur le temps de développement des voitures électriques grâce à des simulations efficaces.

Faire sauter les verrous à la mobilité électrique



« *De toute façon, on va l'avoir cette transition* » rappelle en souriant Alain Bouscayrol, soulignant l'abandon prochain des véhicules thermiques. C'est précisément ce dans quoi s'est lancé depuis de nombreuses années le laboratoire d'électrotechnique et d'électronique de puissance (L2EP)[1] auquel il appartient, en s'attaquant à tous les freins technologiques à la transition vers la mobilité électrique. L'un des freins est la durée de développement de nouveaux modèles, qui prend plusieurs années, alors que le temps est compté jusqu'en 2035. « *En fait, on peut réduire cette durée d'un quart, par des simulations plus efficaces qui diminuent le nombre de prototypes nécessaires* » explique Alain Bouscayrol. C'est ce qu'il vient de montrer avec plusieurs partenaires au sein du projet européen Panda. Un autre frein est la complexité des voitures électriques ou hybrides, qui en augmente le coût. Pour le réduire, les équipes planchent sur une optimisation permanente et très fine du pilotage, ou encore, comme au L2EP, sur l'amélioration du rendement du moteur. « *Nous travaillons aussi à allonger la durée de vie des batteries en les associant avec des composants de stockage électrique, comme des supercondensateurs, par exemple.* » indique Alain Bouscayrol, pour diminuer non seulement le coût mais aussi l'empreinte carbone des véhicules électriques, liée à celle de la batterie. ■

[1] (Univ. Lille, Centrale Lille, Ensam, Junia)

FOCUS

PLUSIEURS FORMATIONS SUR LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Adossées à une recherche de pointe, plusieurs formations de l'Université de Lille forment aux nouveaux métiers de la mobilité électrique.
C'est le cas par exemple du master Automatique et systèmes électriques, avec un taux d'insertion de 95 % six mois après l'obtention du diplôme, qui comprend notamment deux parcours sur le sujet : l'un « Véhicules intelligents électriques »[1] et l'autre « *Electrical engineering for sustainable development* » (E2SD)[2], un double-diplôme avec l'institut de technologie d'Harbin en Chine et l'université de Gand en Belgique. Le parcours Systèmes embarqués[3] de Polytech Lille forme aussi à ces métiers. Une autre formation, le master Urbanisme et aménagement – parcours Programmation, projet urbain et mobilité durable[4], forme lui des urbanistes rompus à la gestion des mobilités et aux réseaux de transport, notamment. ■

[1] www.univ-lille.fr/formations/fr-00002025
[2] www.univ-lille.fr/formations/fr-00002024
[3] www.univ-lille.fr/formations/fr-00034741
[4] www.univ-lille.fr/formations/fr-00002160

> « *Nous souhaitons former* les futurs enseignants à *la version de la fresque [du climat]* adaptée aux enfants. »
>
> THIBAUT KUEHN,
> RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE
> À L'INSPÉ - GRAVELINES

Amener le développement durable à l'école

↘ Depuis l'année dernière, l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation de l'académie de Lille – Hauts-de-France (Inspé) propose des modules optionnels sur le développement durable aux futurs professeurs des écoles et enseignants en collège et lycée. Fortement sensibilisé à ces questions, Thibaut Kuehn, responsable pédagogique du site de l'Inspé à Gravelines, a proposé l'un d'eux. « *Je voyais de plus en plus ces thématiques arriver dans les programmes,* explique-t-il, *alors que les futurs enseignants manquent encore de formations à ces enjeux.* » Il se rapproche de plusieurs collègues enseignants en sciences, histoire, français… pour construire le module, mais aussi de l'école nationale des techniciens de l'équipement (ENTE) à Valenciennes. Les équipes de celle-ci ont en effet conçu des jeux de sensibilisation au développement durable pour les enfants, et sont preneurs de retours de terrain sur leur utilisation en classe. En s'appuyant sur le Learning Lab de l'Inspé, Thibaut Kuehn fait également reproduire ces jeux, désormais diffusés dans toutes les bibliothèques universitaires des Hauts-de-France, où ils sont librement empruntables par les enseignants pour leurs activités. Plébiscité et suivi avec assiduité, son module devrait évoluer à l'avenir. Formé à la Fresque du climat – atelier de référence pour sensibiliser aux enjeux climatiques – à l'Université de Lille, Thibaut Kuehn en est devenu animateur. « *Nous souhaitons former les futurs enseignants à la version de la fresque adaptée aux enfants,* explique Thibaut Kuehn, *afin qu'elle soit déployée dans les classes.* » ■





Créations issues des ateliers de sensibilisation au développement durable en école primaire.

FOCUS

LES JOURNALISTES DE DEMAIN FORMÉS AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Économie, santé, consommation, biodiversité, logement, mobilité… l'enjeu du climat touche de nombreuses facettes de notre quotidien. Il influence ainsi de manière grandissante les débats de société et décisions politiques, tant au niveau local qu'international. Et pourtant… Alors qu'une majorité de Français souhaiteraient que les médias traitent davantage le sujet, moins d'1 % en moyenne des reportages y font référence ! Évoqué essentiellement de manière ponctuelle, en lien avec des catastrophes naturelles, ou bien lors d'événements majeurs internationaux, son traitement médiatique devrait pourtant être pensé sur le long terme. Mais il faut dire que les programmes d'éducation ne sensibilisent pas encore suffisamment les jeunes générations aux problématiques environnementales. Et même si l'enjeu est global, les sujets sont souvent pointus et difficiles à appréhender pour des non spécialistes. Cette méconnaissance des enjeux se fait malheureusement d'autant plus prégnante dans certaines carrières professionnelles comme celle des journalistes, censés maîtriser les sujets afin de nourrir et éclairer le débat public. C'est devant ce constat que, depuis 2017, l'École supérieure de journalisme de Lille et l'Université de Paris-Saclay ont co-construit un Master 2 à distance intitulé « Climat et médias ». Ce parcours vise à apporter des éléments de méthodologie et de contenus scientifiques permettant aux étudiants journalistes d'intégrer l'information climatique et environnementale dans leur traitement de l'actualité. Unique en France, ce parcours diplôme 50 étudiants chaque année. ■



« Il y a tout à créer ! »

↘ Diplômée en 2019 de la licence professionnelle Gestion et maîtrise de l'énergie, électricité et développement durable, Flora Al Saidié est aujourd'hui cheffe de projet en transition énergétique dans une commune de 7 000 habitants en Nouvelle-Aquitaine.

« Au départ, j'avais fait une licence de géologie, mais je n'ai pas trouvé de poste. Alors, après deux ans passés dans la restauration, j'ai décidé de reprendre mes études à l'Université de Lille. J'ai choisi une licence professionnelle qui me correspondait plus, où je me sentais utile. J'ai très vite trouvé un stage dans la méthanisation (transformation de déchets en biogaz) puis tout de suite après un emploi de conseillère en énergie partagée pour un syndicat mixte qui regroupe deux intercommunalités dans le Douaisis. Pendant deux ans, mes missions étaient variées, de la production d'énergie renouvelable à l'isolation des bâtiments.

Puis j'ai voulu changer de région et j'ai obtenu mon poste actuel. Je travaille notamment à réaliser l'audit énergétique de tout le patrimoine bâti de la commune (centre culturel, bâtiment sportif, etc.) et à déclarer les données de ceux concernés par le « décret tertiaire » [qui impose des réductions fortes de la consommation d'énergie des bâtiments à usage tertiaire] afin de planifier leur rénovation dans le temps. Mais aussi sur d'autres projets, comme par exemple une crèche qui va être chauffée grâce à la géothermie.

C'est très intéressant, parce que le poste n'existait pas et qu'il y a tout à créer : je peux m'appuyer sur mes connaissances acquises à l'université et mes expériences professionnelles. Je viens d'avoir mon entretien professionnel annuel. Ma superviseuse est ravie, d'une part pour la charge de travail que j'ai absorbée mais aussi pour les idées que j'ai apportées. C'est super ! ■

> « Je peux m'appuyer sur *mes connaissances acquises à l'université* et mes expériences professionnelles. »
>
> FLORA AL SAIDIÉ, ALUMNI, CHEFFE DE PROJET EN TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



©AdobeStock

« Faire évoluer le comportement des consommateurs »

↘ Éclairer les transformations du secteur de la distribution, qui fait face à de multiples transitions : c'est l'objectif de la chaire industrielle Trend(s)[1], qui réunit 14 laboratoires et plusieurs enseignes de la distribution comme IDKids, ainsi que l'explique son responsable innovation & new business, Cédric Poncelet.

[1] Portée par Isabelle Collin-Lachaud, de l'IAE-Lille University School of Management, la chaire est soutenue par la Mel, l'initiative d'excellence de l'université et Cap digital.



Comment est née votre collaboration avec l'Université de Lille autour de la chaire Trend(s)?

IDKids regroupe un écosystème de marques de produits et services autour la petite enfance (Oxybul, Okaïdi, Jacadi, etc.) dont l'engagement, « *We act for kids* », affiche un parti pris tant social qu'environnemental. En 2019, notre marché était en décroissance et nous étions conscients que la filière distribution devait se réinventer, en réponse aux évolutions socio-culturelles. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité lorsque le projet de chaire industrielle s'est présenté à nous, via le pôle de compétitivité des industries du commerce (Picom).

Comment travaillez-vous avec le milieu académique?

La transformation digitale est un virage à ne pas rater pour notre secteur. Les étudiants d'aujourd'hui étant les clients de demain, nous menons une véritable campagne de recrutement de « jeunes cerveaux », directement dans les écoles, les universités et les forums des métiers. Aujourd'hui le groupe compte 7 % d'alternants, dont la moitié sont embauchés. Côté recherche, nous sommes, au travers de la chaire, impliqués dans une dizaine d'études sur les évolutions de notre secteur : cohabitation entre le neuf et l'occasion, entreprise sociale (*social business*), *live shopping* (le télé-achat à l'heure du streaming vidéo), inclusion des personnes en situation de handicap… Sur tous ces sujets, chercheurs et doctorants viennent avec de nouvelles idées qu'ils confrontent à nos réalités de terrain.

Quelles sont vos actions en faveur de la transition écologique?

Conscients que l'industrie textile est très polluante, nous agissons sur notre production en rationalisant nos fournisseurs et choisissant des approvisionnements plus responsables. Nous sommes également parvenus à fabriquer un coton recyclé issu à 60 % de vêtements en fin de vie, en collaboration avec le centre européen des textiles innovants (CETI). Mais nous avons aussi un rôle à jouer sur les comportements de consommation de nos clients. Depuis 2016, IDTroc permet d'acheter de la seconde main en magasin par un système de dépôt-vente. Une idée qui prend aujourd'hui tout son sens quand près de la moitié des parents pensent acheter des jouets d'occasion pour Noël[2]. Nous étudions aussi des solutions de location, que ce soit pour les jouets (ludothèque) ou pour les vêtements bébé, souvent peu utilisés en raison des changements de taille fréquents. ■

[2] Source Fevad, novembre 2022





Erasmus Mundus : la percée lilloise

C'est en 2004 qu'est créé un label d'excellence issu du programme Erasmus. Destinés notamment à attirer les meilleures étudiantes et étudiants en Europe, les masters conjoints Erasmus Mundus sont des cursus de haut niveau avec nécessairement des séjours dans plusieurs pays. En France, c'est l'Université de Lille qui en compte le plus, participant à dix d'entre eux.



Monument en l'honneur d'Erasmus, sur son lieu de naissance à Rotterdam, aux Pays Bas. ©AdobeStock

MONDE

Un master pour les bioraffineries du futur

Au départ, c'est un gros projet européen réunissant des dizaines d'industriels, d'universités et de laboratoires qui se penche sur les moyens d'échapper aux énergies fossiles dans les carburants, en utilisant la biomasse. Problème : il n'existe pas véritablement de formations pour accompagner l'émergence de cette filière industrielle. C'est pour cette raison que va naître le master conjoint Erasmus Mundus Bioref, qui s'effectue entre France, Pologne et Italie.

Polyvalence. « *L'obtention du label est un processus très sélectif, qui valorise l'interdisciplinarité,* raconte Mickael Capron, coordinateur lillois du master. *Nous ne l'avons obtenu que lorsque notre projet a inclus un volet en sciences humaines et sociales (en bio-économie, notamment)* ».

Suivre la stratégie européenne. 75 % des étudiants doivent venir de pays non européens, avec un quota de bourses réservées pour certains pays, en fonction de la stratégie de l'Europe. Ce qui peut se transformer en véritable casse-tête. « *Pas simple de trouver un étudiant féru d'alternatives au pétrole qui vienne du Qatar!* », glisse Mickael Capron.

Une formation très attractive. Plus de 600 candidats l'année dernière : une masse de dossiers qui sera probablement pré-traitée à l'avenir par des méthodes de big data. Avec à l'arrivée, « *de super étudiants, super motivés, super bons, qui font parfois de gros sacrifices pour pouvoir suivre la formation.* »

Financement : en attendant les industriels...
« *Par définition, les bioraffineries de demain n'existent pas encore,* explique Mickael Capron, *et il n'y a pas encore d'entreprises vraiment spécialisées. Les industriels intéressés prennent nos étudiants en stage pour faire de la veille prospective, mais le débouché naturel pour environ 80 % d'entre eux est à ce stade la thèse. Le but est que peu à peu, les entreprises du consortium prennent les relais des financements européens.* » ■

TÉMOIGNAGE

→ « Une expérience unique ! »

Laurine Vasseur, diplômée du master *Advanced Spectroscopy in Chemistry.*
C'est vraiment parce que ce master me permettait de suivre ma voie ensuite que je me suis inscrite. Car avoir cours et examens en anglais, qui n'était pas mon fort, me faisait très peur. Mais les enseignants m'ont rassurée, car la première année se passait à Lille.

Puis nous avons vu nos camarades venus de l'étranger débarquer dans un environnement totalement inconnu pour eux. Ça nous a vite donné la responsabilité de les mettre à l'aise, de leur expliquer la vie étudiante, les aider à résoudre leurs problèmes... Dans un environnement international, il devenait complètement naturel de se parler et de suivre les cours en anglais.

En 2e année, je suis partie à Cracovie, et ça s'est super bien passé. On ne part pas tout seul, mais avec des camarades, et nous nous sommes bien entendus et organisés.

J'ai été diplômée en 2021. Au départ, j'ai voulu rentrer tout de suite dans l'industrie pharmaceutique. Avec les recruteurs, j'ai bien vu que mon CV accrochait, on me disait : ah vous êtes partie à Cracovie, ah vous avez fait un cursus en anglais... Mais ils m'ont conseillé de commencer d'abord par un doctorat. C'est ce que je viens de débuter à Paris, après un remplacement d'un an en lycée : j'ai enseigné la physique-chimie... en anglais ! ■

EN BREF

→ Erasmus Mundus : les avantages

Les bourses de l'Union européenne couvrent en général le coût de la participation de l'étudiant au programme, les frais de voyage et une allocation de subsistance avec des montants variables selon les masters (de l'ordre de 1 000 € par mois – qui se cumule avec une éventuelle bourse du Crous). ■



Extrait de la vidéo de présentation de l'Université médicale de Taipei
→ *youtu.be/ps8eDlKA030*

ASIE

→ Vers un diplôme conjoint avec Taïwan

29e université asiatique dans le classement *Times Higher Education 2022*, l'Université médicale de Taipei (TMU) à Taïwan est un partenaire de premier plan de l'Université de Lille, au travers de l'unité de formation et de recherche des sciences de santé et du sport (UFR3S).

Publications conjointes, laboratoires communs en neurosciences, professeurs, doctorants et post-doctorants accueillis à Lille et Taipei, la coopération est importante en recherche tout comme en innovation, avec par exemple la création récente d'une startup impliquant les deux partenaires, InVenis Biotherapies. Mais elle l'est aussi en formation, avec trois double-diplômes et un master conjoint qui vient d'être labellisé Erasmus Mundus : *European Master of Medical technology and Healthcare business* (EMMAH), qui forme des experts dans le domaine des technologies médicales et des soins de santé entre Lille, Hambourg et Porto. L'université est désormais en discussion avec TMU pour créer un véritable diplôme commun entre Lille et Taipei. ■





Anna Vergnes fait ses armes à *Sciences Po*

Avec son sourire presque enfantin, on a un peu de mal à imaginer qu'Anna Vergnes fait trembler des adversaires dans le monde entier à la pointe de son épée. Membre de l'équipe de France d'escrime dans la catégorie junior féminin, la jeune femme a intégré en septembre Sciences Po Lille, la tête pleine de projets, tant sportifs qu'universitaires.

Tout droit venue de Chantilly après son bac, Anna Vergnes est arrivée à Lille cette année pour y commencer ses études universitaires avec le statut de sportive de haut niveau. Auparavant rattachée au club d'escrime de Beauvais, elle s'entraîne dorénavant au centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (Creps) de Wattignies et à l'académie d'escrime de Lille-Vauban.

L'escrime : un duel contre soi-même

Son choix pour l'escrime semble le fruit du hasard, mais on dirait bien qu'elle y était destinée… Issue d'une famille très sportive, Anna baigne dans le milieu dès son plus jeune âge, et c'est en tant que gymnaste qu'elle débute sa pratique sportive. Trop de pression et pas suffisamment de podiums à son goût, cette compétitrice dans l'âme traverse un jour la rue au sortir d'un entrainement et tombe sur un cours d'escrime. Ce sport alors peu féminisé lui permet d'évoluer et d'accumuler les trophées rapidement. Elle débute les compétitions internationales de haut niveau en cadet, et part à l'étranger avec le soutien de sa famille et l'aide de son sponsor (G20 Chantilly). Ce qu'elle aime dans l'escrime? Le dépassement de soi par… « *la hargne !* ». Plus qu'un challenge physique, c'est surtout un énorme travail de concentration mais également de lâcher-prise qui permet aux tireuses et tireurs de haut niveau de se dépasser mentalement et d'acquérir une spontanéité et une expérience quasi-intuitive du combat.

FOCUS

VERS UN MEILLEUR ACCOMPAGNEMENT DES SPORTIFS DE HAUT NIVEAU

Rattachée au Creps de Wattignies, Anna fait partie des 138 sportifs de haut niveau actuellement inscrits à l'Université de Lille, une communauté hétérogène mais soudée, qui parle le même « langage de la gagne ». Afin de mieux accompagner ces étudiants, le Creps de Wattignies et l'Université de Lille ont signé en septembre dernier à l'occasion du salon Sport Unlimitech une convention s'appuyant sur une reconnaissance mutuelle des compétences des deux structures. En plus d'un accompagnement spécifique des sportifs de haut niveau, cette convention prévoit le développement d'activités de recherche et de formation, la mutualisation de matériels et d'installations et la réponse conjointe à des appels à projets. ■



L'Europe comme cible

Franco-lituanienne, Anna est arrivée à l'âge de 6 ans en France et revendique un mode de vie européen, une identité qui lui tient à cœur, elle qui a beaucoup voyagé et parle de multiples langues. Elle rêve d'ailleurs d'intégrer plus tard la prestigieuse Commission européenne. « *J'aimerais être députée ou travailler sur les questions de défense* » annonce-t-elle sans sourciller, une ambition déconcertante pour une jeune fille de son âge et on sent qu'elle ira loin. « *Je ne comprends pas pourquoi il n'existe pas d'équipes sportives européennes et, si j'en ai un jour les moyens, je porterai ce projet qui me tient particulièrement à cœur* » ajoute-t-elle.

C'est donc dire si le sport ne passe pas avant son avenir professionnel et ses études. Intégrée à Sciences Po en tant que sportive de haut niveau, elle bénéficie d'horaires aménagés et d'un système spécial qui va lui permettre d'appréhender sereinement le passage très difficile de la catégorie junior à senior l'année prochaine. À raison d'un entrainement tous les jours, elle est en compétition deux à trois fois par mois mais ce rythme effréné ne semble pas frustrer la jeune étudiante, dont l'agenda est millimétré au quart d'heure près. Le sport lui apporte rigueur et concentration dans les études, mais lui permet aussi de relâcher la pression. Les Jeux Olympiques ? Elle en rêve évidemment mais ne s'y projette pas avant 2028, le temps d'acquérir plus de maturité. ■



SANTÉ

→ *Déserts médicaux :* immerger les futurs diplômés pour favoriser leur installation

C'est un enjeu de santé publique : les difficultés d'accès aux soins sur certains territoires sont de plus en plus importantes, provoquant inéluctablement la dégradation de l'état de santé des patients et l'engorgement des services d'urgence…
Contre la crainte des jeunes diplômés de s'installer sur des territoires délaissés, les formations de santé de l'université sensibilisent leurs étudiants avec des journées en immersion sur le terrain.

Plus de 30 % de la population française vit sur un territoire qui manque de soignants. Dans les Hauts-de-France, particulièrement touchés, c'est un peu plus de deux-tiers du territoire qui est sujet à ce phénomène qui s'amplifie d'année en année. Logique quand on sait que dans certaines filières, plus de la moitié des étudiants lillois en santé choisissent Lille pour leur stage de fin d'étude…

©AdobeStock



le chiffres-clé :

Plus de **30 %** de la population française vit sur un territoire qui manque de soignants.

C'est devant ce constat alarmant que Thomas Morgenroth, vice-doyen Territoires et partenariats de l'UFR des sciences de santé et du sport (UFR3S), s'est mis en tête de lutter contre les préjugés afin d'inciter ses étudiants à l'installation sur ces territoires. « *On est pourtant dans le milieu médical sur des carrières à vocation, mais l'exercice isolé fait peur, surtout en début de carrière* » regrette-t-il.

Plus que des dispositifs incitant des professionnels déjà installés à réinvestir ces territoires, cet enseignant pense qu'il faut encourager les futurs diplômés à ne pas fuir ces zones qui peuvent présenter des enjeux stimulants en début de carrière. D'où son idée d'envoyer les étudiants directement sur le terrain dans le cadre de leur formation, en mettant en lumière le travail collaboratif et complémentaire mis en place entre les professionnels de santé sur ces territoires, afin de les rassurer justement.

En juin 2022, une première expérimentation menée sur le territoire de Liévin avec les collectivités et la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) a ainsi permis à 150 étudiants en 4e année de pharmacie d'appréhender le terrain et ses enjeux. Cette journée a particulièrement marqué Adam Laurent, étudiant en 5e année, qui envisage de faire son stage d'officine l'année prochaine à Liévin justement « *En plus d'un sens à ma carrière, en œuvrant au maintien de la continuité des soins sur un territoire tendu, j'y vois également de nouvelles perspectives dans mon futur métier de pharmacien avec le développement de protocoles locaux de coopération* [1] » précise-t-il.

Les retours sur cette formation sont très positifs. Thomas Morgenroth a bon espoir qu'elle puisse avoir une influence sur les choix de stage l'année prochaine et travaille actuellement avec les acteurs locaux sur les conditions d'accueil des étudiants (facilités d'hébergement, prise en charge de transports, pass culture, etc).

En avril prochain ce dispositif devrait être dupliqué sur deux territoires en parallèle – Maubeuge / Val de Sambre et le Boulonnais – avec cette fois des groupes pluridisciplinaires constitués notamment de futurs médecins, pharmaciens et dentistes.
En tout ce sont près de 500 étudiants qui vont être sensibilisés. De quoi susciter de nouvelles vocations. ■

[1] Les protocoles de coopération permettent au niveau local et par décret dérogatoire la pratique d'actes médicaux par les pharmaciens.


©Angela Di Paolo

« Travailler la nuit était vraiment une expérience particulière : on ressent plus fortement le groupe, la fatigue de chacun, *donc on est plus concentré et à l'écoute.* »

ZACHARIE NACINOVIC, ÉTUDIANT EN PREMIÈRE ANNÉE EN ÉCOLE D'INGÉNIEUR À POLYTECH LILLE

CULTURE

→ *Culturathon :* une expérience très formatrice

C'est un format que l'université souhaiterait multiplier à l'avenir, y compris pour faire travailler ensemble ses étudiants de diverses filières. Plusieurs d'entre eux ont pu récemment l'expérimenter lors du « Culturathon » organisé par Louvre Lens Vallée, cluster dédié à l'accompagnement des entrepreneurs de la culture. Il réunissait pendant 36 heures une soixantaine d'étudiants de sept universités ou écoles, publiques comme privées, répartis en 7 équipes. L'objectif : inventer des projets pour accompagner le secteur de la culture dans une démarche éco-responsable, avec l'aide de professionnels du secteur.

Pour Zacharie Nacinovic, étudiant en première année en école d'ingénieur à Polytech Lille, l'expérience était non seulement « *super sympa* » avec des déjeuners conviviaux les mêlant aux entrepreneurs, et mais aussi largement inédite : « *c'était la première fois que j'ai eu réellement l'occasion de travailler en équipe sur un gros projet* », avec une répartition des tâches serrée, entre financement, design ou encore marketing. « *Travailler la nuit était vraiment une expérience particulière : on ressent plus fortement le groupe, la fatigue de chacun, donc on est plus concentré et à l'écoute.* » Il souligne la qualité de l'encadrement « *toujours disponible pour des conseils, même à 4 heures du matin* ».

Une appli pour les influenceurs

Quant au projet conçu par son équipe, il s'agissait d'une application fédérant peu à peu les influenceurs de tous ordres (musiciens, youtubeurs, institutions culturelles…), ceux-ci échangeant un engagement dans la démarche éco-responsable contre une visibilité sur l'application et un accompagnement : par exemple pour trouver des indicateurs de progression, réduire leur consommation d'électricité, former leurs personnels, faire le suivi de leurs déchets… Les utilisateurs, eux, pouvait récupérer des points par des éco-gestes comme de se rendre en bus à un concert, ou préférer les événements les plus éco-responsables… Points qu'ils pouvaient échanger ensuite contre des réductions, places gratuites, abonnements, etc. ■



L'imprimerie *à flux tendus*

Couvrir les besoins en impression de près de 90 000 personnes : l'imprimerie sur les pas du vice-président étudiant.

«Cuicui!» un temps désarçonnée par la sonnerie guillerette de son téléphone, Viviane Renaud se remet au travail. À l'accueil de l'imprimerie, dossiers impeccablement rangés, souriante, elle est le symbole d'une imprimerie universitaire moderne, une des plus importantes en France, qui n'a rien à envier au privé selon les propres mots des entrepreneurs qui la visitent.

Intrigué par l'existence d'une imprimerie à l'Université de Lille, peu connue des étudiants, leur vice-président, Loris Philippon est venu visiter les lieux. « *Quel est le service qui vous commande le plus?* » s'interroge-t-il. « *Ça dépend des périodes* » explique la directrice Nadine Demarelle, citant les polycopiés de cours, les plaquettes présentant les formations au salon de l'étudiant, ou encore les livres des presses universitaires du Septentrion, toutes proches, qui représentent environ 40 % de leur production. L'imprimerie a en effet également pour clients des structures externes (associations, fondation, Crous…).

« *Ici, on ne vient plus avec sa clé USB pour imprimer au débotté ses polycopiés* », explique en souriant Nicolas Bigotte, directeur adjoint. Avec près de 140 commandes rien que ce jour-là, et plusieurs milliers chaque année, l'imprimerie tourne, tourne, et ne peut souffrir une organisation approximative.

Cette organisation commence en début de chaîne, chez n'importe quel personnel, qui peut depuis son ordinateur commander affiches, livrets, dépliants, faire imprimer sa thèse ou même un livre… « *L'application guide l'utilisateur pour qu'il ne demande rien d'irréalisable,* indique Denis Caron, chargé du web to print, *Impossible d'agrafer par exemple, 50 pages d'un papier très épais.* »

Après le bureau, vide, des livreurs partis sillonner les différents campus, arrive celui « *où l'on peste* » taquine Nadine Demarelle, en entrant chez les opératrices PAO. Obtenir des fichiers conformes à l'impression ne s'improvise pas, et les yeux de lynx d'Anne et de Frédérique traquent les moindres détails : elles vérifient par exemple le respect de la charte graphique, rappelant à quelques usagers distraits la nouvelle identité de l'université mise en place en janvier 2022. →



Les documents, une fois reliés selon la technique du dos carré-collé, doivent sécher avant d'être livrés.

« Avec près de **140 commandes** *rien que ce jour-là, et* **plusieurs milliers** *chaque année, l'imprimerie tourne, tourne… »*



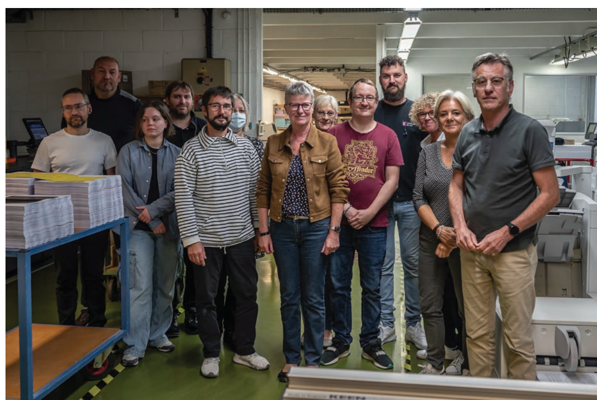
« *Faire des choix pour* l'imprimerie d'une université *tient souvent de l'économie bien comprise*, faite d'investissements d'opportunité »

→ Derrière leur ordinateur, ceux-ci sont souvent bien loin de se douter que l'imprimerie est une activité très concrète, qui a besoin de traits de coupe, de marques de pliage positionnées au millimètre, ou encore de photos de définition suffisante pour être reproduites sur une affiche. Aux férus de grands formats, de plus en plus nombreux, s'ajoutent les doctorants, qui plébiscitent le service pour leurs thèses : peu coûteuses, permettant un réglage fin de la colorimétrie des images scientifiques, et disponibles sous 48h – pratique quand il faut faire des modifications de dernière minute.

Faire des choix pour l'imprimerie d'une université tient souvent de l'économie bien comprise, faite d'investissements d'opportunité, comme l'évoque Nicolas Bigotte : « *par exemple, nous avons acheté cette machine à imprimer sur enveloppe (logos, etc.) car elle divisait par trois le coût par rapport à un prestataire privé, tout en offrant une beaucoup plus grande souplesse sur le nombre d'exemplaires.* » En face, une longue machine qui sait imprimer en série des autocollants, achetée pour répondre aux gros besoins de signalisation lors de la crise du Covid, permet désormais aussi de mieux repérer diverses entrées vitrées des campus, ou encore de "floquer" les différents véhicules de l'université. « *Mais pourquoi huit cartouches d'encre, et pas simplement trois ou quatre ?* », demande Loris Philippon. « *Pour reproduire avec précision la richesse de certaines couleurs* » explique Nicolas Bigotte. Pour les polycopiés, bien sûr, une machine noir et blanc suffit.

La directrice présente alors l'atelier, vaste salle où s'affairent les différents métiers autour de diverses machines. Il y a celle qui imprime sur du « *poster-board* », sorte de carton rigide blanc, qui permet de faire des pancartes de signalisation… ou des grands chèques pour les remises de prix! À gauche, c'est la longue machine noire qui a la lourde tâche d'imprimer les livres, sous la supervision d'un géant placide, le chef d'atelier Jean-François Dumez. Le livre ne pardonne pas : il faut le pré-découper dans une machine appelée massicot, parfois y insérer des pages couleurs dans une impression noir et blanc, coller dos et couverture, puis couper à nouveau. En veillant scrupuleusement aux conditions climatiques. « *Tout à l'heure, le texte du dos d'un livre était légèrement décentré,* raconte Nicolas Bigotte. *En fait, le papier s'était chargé d'humidité et avait épaissi d'un millimètre. Nous avons appelé l'éditeur pour faire rectifier le fichier.* »

Ailleurs, c'est une vénérable pelliculeuse, qui permet d'appliquer un film plastique sur les couvertures des livres, que son utilisateur principal, Kévin, travaille à remplacer. Bientôt, finies les exténuantes séances de nettoyage du rouleau, ou les longs arrêts forcés pour remplacer ces derniers, le temps qu'ils refroidissent. « *Moi, ceux du façonnage, je les admire* », lance Nicolas Bigotte, pointant notamment le bruit contre lequel Thomas, chargé entre autres de la découpe, se prémunit avec des bouchons d'oreille. « *On fait très attention à la posture, aux gestes pour éviter les problèmes.* » souligne Jean-François Dumez.



Nadine Demarelle (au centre) entourée de son équipe, de gauche à droite :
- Au premier rang, Kévin Bouchard, Anna Carlin, Denis Caron, Thibault Manche, Anne Devergnies, Nicolas Bigotte ;
- Au second rang, Jean-François Dumez, Gaël Vandomme, Nathalie Ostrowski, Viviane Renault, Thomas T'Ioen, Frédérique Horreaux.

Engagée depuis longtemps dans le recyclage des papiers, cartouches d'encre et autres déchets, l'imprimerie compte bien prochainement obtenir le label Imprim'vert. Sa directrice Nadine Demarelle, s'inquiète, elle, de la montée du prix du papier, qui a renchéri de plus de 30 % en moins d'un an. « *Il devient aussi vraiment très difficile d'en trouver,* dit-elle, préoccupée. *Je passe mon temps à jongler entre les fournisseurs, pour acheter tant de palettes par-ci, tant de palettes par là…* » Pas question pour autant, que les services s'arrêtent. « *Vous avez dit tout à l'heure, et ça m'a marqué : mais il faut qu'ils aient leurs polys les étudiants!* » rappelle Loris Phillippon, conquis par ce collectif soudé et soucieux d'un professionnalisme sans failles. ■

les chiffres-clés :

Durant l'année universitaire 2021/2022, ont été produites par l'imprimerie :

6,5 millions de pages en noir et blanc

2,4 millions de pages en couleurs



Femmes managers

entre la Suède et la France, un gouffre culturel

Alors qu'elles constituent plus de la moitié de la population active de l'UE, les femmes ne représentent que 36 % des effectifs d'encadrement. L'économiste Anne Bustreel et Mélanie Mantel, DRH dans une entreprise suédoise, débattent des freins à l'accès des femmes aux fonctions managériales en Suède et en France.



ANNE BUSTREEL
(à gauche sur la photo)
Économiste au centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé), elle participe avec sa collègue Martine Pernod-Lemattre au projet *Woman in management* qui étudie les résistances à l'accès des femmes à l'encadrement, au sein d'une banque implantée dans 4 pays : France, Grande-Bretagne, Suisse et Suède.

MÉLANIE MANTEL
(à droite sur la photo)
Titulaire d'un DESS Management des ressources humaines (MRH) de l'Université de Lille, Mélanie Mantel a effectué sa carrière au sein de grandes entreprises françaises, du groupe de vente à distance Redcats à Boulanger, en passant par Bonduelle et OVH, avant d'intégrer il y a deux ans la filiale française de la société suédoise Hoist Finance, spécialisée dans le recouvrement.

Quels sont les freins à l'accès des femmes au management ?

A.B. D'après notre étude, les obstacles sont les mêmes quels que soient les pays. On exige des cadres dirigeants d'être sur-disponibles, ce qui sélectionne implicitement les hommes. À ce sujet, la France fait figure de mauvais élève avec 38 % des cadres ayant une charge de travail supérieure à 45h hebdomadaires, contre 28 % en Suède, un phénomène exacerbé avec la mise en place du forfait jour (la durée du travail n'est plus comptabilisée en heures) depuis les années 2000.
En France, le « présentéisme » est un modèle culturel bien ancré : statistiquement, plus un employé passe du temps au travail, plus il pense être promouvable. Autre frein important, les recrutements sur des postes seniors se font de manière informelle, par un système de cooptation managériale qui échappe le plus souvent aux services des ressources humaines…

M.M. J'ai moi-même beaucoup souffert d'une charge horaire trop importante, jusqu'à 70h hebdomadaires alors que j'ai des enfants. Peu d'entreprises s'emparent de cette problématique alors que c'est un levier important pour la parité. La résistance au recrutement de femmes managers s'explique également selon moi par un manque d'intérêt des recruteurs pour les qualités dites « féminines » comme la sensibilité, alors même que la société gagnerait notamment à avoir des managers plus humains. Quand une femme accède à de hautes fonctions, c'est en général parce qu'elle s'est appropriée les codes masculins et qu'elle a gommé sa sensibilité.

Les différences entre la France et la Suède sont-elles culturelles ?

A.B. Effectivement, alors que les managers français sacrifient systématiquement leur vie familiale au profit de leur carrière, la culture de la parentalité est très importante en Suède où, quel que soit son statut professionnel, il est mal vu de ne pas s'occuper de ses enfants.

M.M. Il est vrai que la place de la famille est centrale en Suède, et c'est souvent plutôt la femme qui porte les décisions. Mon directeur actuel, de nationalité suédoise, conduit d'ailleurs ses enfants lui-même tous les jours à l'école ! Mais les différences ne s'arrêtent pas là. En France, la politique et l'apparence prennent souvent le pas sur les compétences au moment du recrutement, favorisant des profils « sans saveur », alors que coté suédois on évalue d'abord les compétences, et on sait apprécier les personnalités moins conventionnelles.

Est-ce que les choses évoluent ?

A.B. Malgré les politiques d'égalité homme-femme, nous observons une persistance des recrutements uniformisés aux postes de managers, avec des comportements fortement compétitifs, pour accéder à des formes de consommation ostentatoire via les plus hauts salaires. Ces comportements s'appuient sur un grand entre-soi masculin : aller golfer avec les clients ou sortir avec les collègues au pub dans le cas britannique favorise les carrières des hommes mais ralentit celles des femmes. Les jeunes managers masculins n'y échappent pas.

M.M. Pour ma part je pense que le modèle de recrutement incarné par les plus de 50-55 ans, est en train de mourir petit à petit au profit d'une génération de managers qui souhaite avoir un meilleur équilibre de leurs temps de vie, ce qui devrait gommer petit à petit les inégalités femmes-hommes. Selon moi, le cœur du problème est dans la place faite à l'humain en général dans les entreprises. Encore perçues comme un mal nécessaire, les ressources humaines mériteraient pourtant d'être mises au même niveau que le business. ■

ÉCLAIRAGE : LES CHERCHEURS DE L'UNIVERSITÉ

Retrouvez tous les mois les articles grand public des enseignants, chercheurs et doctorants de l'Université de Lille, rédigés en collaboration avec des journalistes, sur *The Conversation France*, média d'information en ligne et indépendant.

Rendez-vous sur :
theconversation.com/institutions/universite-de-lille-3435



Compostage des défunts : les enjeux sanitaires d'une nouvelle pratique funéraire

En France, seules l'inhumation ou la crémation des défunts sont légales. Mais ces pratiques polluent les sols, émettent des gaz à effets de serre, prennent beaucoup de place en ville (cimetières), etc. De plus en plus de Français s'intéressent à l'humusation, sorte de compostage des défunts. Il s'agit d'entourer la dépouille de fragments végétaux pour permettre sa décomposition par les micro-organismes. Damien Charabidze (*centre d'histoire judiciaire / faculté des sciences juridiques, politiques et sociales*) discute des contraintes techniques, légales et sanitaires d'une éventuelle application de ce dispositif à l'avenir. ■


©AdobeStock

Vladimir Poutine et le fiasco des services secrets en Ukraine

Cet extrait d'un chapitre écrit par Andreï Kozovoï (*centre d'études en civilisations, langues et littératures étrangères / faculté des langues, cultures et sociétés*) du « Livre noir de Vladimir Poutine » (Robert Laffont / Perrin) s'intéresse aux erreurs des services de renseignement russes, qui prévoyaient un succès militaire rapide lors de l'invasion de l'Ukraine à partir de février 2022. Il s'interroge notamment sur la volte-face du Kremlin vis-à-vis du général Sergueï Besseda, chef du service des informations opérationnelles et des relations internationales du contre-espionnage russe (le FSB), limogé et emprisonné en mars mais qui semble avoir été depuis réinstallé à son poste. ■

Accueil et pédagogie : où l'école inclusive en est-elle en France?

Comment scolariser au mieux les enfants qui pour diverses raisons – handicap, situation particulière... – ont plus de mal à apprendre que la majorité de leurs camarades du même âge? Caroline Desombre (*Psychologie, interactions, temps, émotions, cognition / institut national supérieur du professorat et de l'éducation*), co-signe un article qui retrace l'évolution du concept, au départ centré sur l'écart à la norme que pouvait supporter l'école dans les années 1970, avant de requérir des enseignants une individualisation des méthodes pédagogiques pour ces élèves. Aujourd'hui, l'accent est mis sur une « pédagogie universelle », qui consiste à planifier les enseignements en fonction des besoins différents des élèves, afin qu'ils rencontrent toutes et tous des occasions d'apprentissage. Mais comment les enseignants se sont-ils emparés de ces évolutions? Les recherches montrent que leurs définitions de l'école inclusive diffèrent, d'où un besoin de formations pour créer une culture commune. ■





©Hugo Kostrzewa

QUAND UN ARTISTE « CUISINE » LE MONDE UNIVERSITAIRE

Foisonnante, un euphémisme quand on parle de l'œuvre d'Hugo Kostrzewa… Plasticien, gastronome, musicien ou philosophe… cet artiste lauréat du programme « Artiste rencontre territoire universitaire » (Artu) sera en résidence-mission sur les campus lillois de janvier à mai.

Jouer avec les process de fermentation pour créer de nouveaux aliments, ou avec l'IA pour générer des fictions oniriques, Hugo Kostrzewa interroge dans ses œuvres notre rapport sensoriel et idéologique au monde. Qu'elles soient plastiques, culinaires, brillantes ou sonores, ses étranges créations peuvent être aussi fascinantes que dérangeantes, voire tout simplement dégoûtantes !

Ostensiblement « biohacker », il aime jouer à l'apprenti chimiste en cuisine, où, dans une démarche artistique et philosophique, il mène des expérimentations culinaires à base de champignons, largement inspirées de la cuisine asiatique. Il est notamment fier d'avoir découvert que l'ensemencement d'*Aspergillus oryzae* (koji) sur des frites McDonald's réputées imputrescibles leur donne un goût de sauce au bleu !

Habitué des résidences, Hugo apprécie cette plongée stimulante dans le monde académique. « *Sur un même sujet comme la fermentation, les discours peuvent être très différents, vu de l'agro-alimentaire ou des cosmétiques par exemple. J'apporte ma réflexion artistique sur le sujet et je trouve captivant de confronter mon point de vue avec ceux des spécialistes.* » précise-t-il. Cet adepte de la biologie « *do it yourself* » ne cache d'ailleurs pas sa hâte d'enfiler une blouse et de pénétrer dans le foodlab de Polytech.

Cet automne, l'artiste était en immersion sur les campus, à la rencontre des personnels, étudiants et associations, afin de co-construire avec eux des récits artistiques inspirés de leurs problématiques. Et les idées n'ont pas manqué : condiment fermenté pour pallier le manque d'épices à l'épicerie solidaire, kebab de mammouth vegan sur le campus de Moulins, champignon de la fin du monde ou même travail philosophique sur le dégoût pour mieux se rapprocher de la nature… Des premières réflexions en cours de fermentation… jusqu'au printemps prochain ! ■



#ULille en photo

©Francois Schmitt (CNRS, LOG)



Campagne de mesures océanographiques sur l'estran, à Wimereux au bord de la Manche, à quelques kilomètres de Boulogne-sur-Mer, par une équipe du laboratoire d'océanologie et de géosciences (Log). Héritier d'une présence universitaire sur le littoral qui remonte à 1874, le Log est aujourd'hui basé à Wimereux, dans la station marine de l'Université de Lille et dans la maison de la recherche en environnement naturel de l'Université du littoral Côte d'Opale.